Les femmes dans un monde d'hommes : faire tomber les barrières

Partage international n° 272 – Avril 2011

Pour marquer le centenaire de la Journée internationale de la femme, le 8 mars 2011, l'institut Panos de Londres a rédigé un rapport intitulé : Les femmes dans un monde d'hommes : faire tomber les barrières*. Il présente une série de portraits de femmes de pays en développement, des femmes qui sont parvenues à faire tomber des barrières en réussissant dans des emplois qui leur étaient jusque-là inaccessibles.*

Selon Mark Wilson de l'institut Panos : « Traditionnellement, les femmes jouent un rôle crucial dans le mieux-être de leurs familles, mais elles visent maintenant l'égalité en brisant les tabous, et en en inspirant d'autres à faire de même. Bien que les pays en développement soient loin de satisfaire aux exigences des Objectifs du millénaire, il existe des exemples de réussites remarquables qui montrent la route à suivre. Les cas qui suivent témoignent de l'importance de l'autonomisation des femmes dans l'accélération du rythme du changement social mondial. »

Afghanistan – En 2005, à 54 ans, Habiba Sarobi est devenue la première femme à gouverner une province en Afghanistan. Six ans plus tard, elle est toujours la seule femme gouverneure du pays, qui subit une recrudescence du fondamentalisme intolérant, fortement opposé à l'accession des femmes à des postes publics. Pharmacienne de profession, Habiba Sarobi a dû abandonner son emploi pendant le règne des talibans, fuyant avec ses enfants à Peshawar, au Pakistan, où elle a enseigné à des filles, dans la clandestinité, à l'intérieur des camps de réfugiés. En tant que gouverneure du Bamiyan, province située dans les montagnes centrales de l'Afghanistan, elle s'est donné comme objectif d'augmenter le nombre de femmes dans la fonction publique : *« Nous visons un minimum de 25 à 30 % de femmes au sein de l'administration. Actuellement, nous n'en sommes qu'à 11 % car il est difficile de trouver des femmes instruites qualifiées. »*
L'investissement dans l'éducation afghane a principalement ciblé l'enseignement primaire. L'enseignement secondaire a subi peu de changements en termes de programmes ou d'investissements. Par conséquent, une partie de la société afghane ayant grandi au cours de la période d'instabilité n'a pu bénéficier d'une éducation adéquate, et ne peut donc compter que sur des emplois médiocres.

Ouganda – Rebecca Namayanja, 28 ans, autrefois gérante d'un petit hôtel sur les rives du lac Victoria, a décidé d'acheter un bateau de pêche. Mère célibataire de deux jeunes filles, elle était déterminée à augmenter ses revenus afin que ses filles puissent bénéficier d'une bonne éducation, ayant elle-même été forcée de quitter l'école, ses parents ne pouvant en assumer les coûts. L'industrie de la pêche étant traditionnellement réservée aux hommes, elle a dû lutter contre les préjugés qui en excluent les femmes. Cependant, elle a maintenant sa propre entreprise, possède cinq bateaux et emploie dix hommes.
Rebecca voit ainsi les choses : *« Pour de nombreuses traditions et cultures africaines, toucher les filets de pêche était considéré comme tabou pour une femme. Les femmes attendaient à la maison les prises de leur mari, et procédaient à la conservation par salage et séchage. Mais maintenant nous nous rendons compte que ce n'était que superstition. »*
Des projets similaires soutenus par le Programme alimentaire mondial aident les femmes en leur apprenant à élever des poissons dans des étangs de pisciculture, loin du lac Victoria.

Inde – Savita Tomar, 19 ans, vit avec ses parents, ses sept frères et sœurs et sa grand-mère, dans une seule chambre semi-couverte située dans une extension poussiéreuse de la banlieue de Delhi. Quand son père a commencé à souffrir d'un handicap mental, elle a dû aller travailler à l'extérieur. Mais n'ayant étudié que jusqu'à l'âge de 10 ans, le seul emploi qu'elle a pu obtenir consistait à couper des fils dans une maison d'exportation, debout toute la journée.
Mais aujourd'hui, grâce à une formation offerte par la fondation Azad, une ONG de Delhi, Savita fait partie d'un nombre restreint mais croissant de femmes chauffeurs de taxi. Du jour au lendemain, elle est devenue le soutien principal de sa famille, et gagne 5 000 roupies (80 euros) par mois. Le travail lui a procuré indépendance et confiance en elle.
Savita explique : *« Cet emploi m'a donné de la force. Auparavant, je ne voulais pas sortir de la maison*

toute seule. Maintenant, j'exécute mon travail seule. Le salaire est bon, ainsi que le travail. Il est différent des autres emplois. Chaque jour diffère, comme les cinq doigts de la main. Auparavant les femmes ne « conduisaient » que leurs maisons. Maintenant elles conduisent à l'extérieur. »
Selon le directeur de la fondation Azad, Nayantara Janardhan : *« L'idée était de fournir un gagne-pain qui ferait une différence dans leur vie. Nous voulions élever le niveau de vie de toute leur famille. De plus, nous voulions contribuer à briser les préjugés sexistes attribuant aux femmes de piètres qualités de conductrices. Enfin, nous voulions offrir aux femmes un moyen de transport urbain sûr. »*

Delhi abrite 13 millions de personnes, dont près de 6 millions sont des femmes. Selon le rapport officiel intitulé *La criminalité en Inde en 2009,* Delhi est la ville la plus dangereuse d'Inde pour les femmes et les enfants. La moitié des agressions sexuelles ou des cas de harcèlement ont lieu dans les transports publics. Depuis que la fondation Azad a commencé à apprendre à conduire aux femmes, plusieurs compagnies se sont mises à embaucher des femmes, et à offrir à leurs clientes féminines des taxis conduits par des femmes.

Afrique du Sud – Wendy Pekeur, 31 ans, est secrétaire générale de Sikhula Sonke (Nous grandissons ensemble), premier syndicat de travailleurs agricoles politiquement indépendant d'Afrique du Sud. Une grande partie de son travail vise à renforcer les compétences et les connaissances de ses membres féminins, tout en les informant de leurs droits socio-économiques. Quatre-vingt-dix pour cent des postes de direction supérieure de Sikhula Sonke sont occupés par des femmes.
Wendy Pekeur a grandi dans la ferme où travaillaient ses grands-parents. A peine âgée de vingt ans, elle a commencé son bénévolat avec l'ONG Les femmes sur les fermes, et a contribué au lancement de Sikhula Sonke en 2004.
Selon elle : *« Le temps de la révolution des femmes est maintenant venu. Les gens disent que nous, les femmes de Sikhula Sonke, agissons trop émotivement parce que nos revendications ne portent pas uniquement sur les questions salariales. Mais nous nous battons aussi pour des toilettes dans les champs, pour des jardins d'enfants dans les fermes. Lorsque vous changez la vie d'une femme, vous changer la vie de ceux qui l'entourent. »*

En Afrique du Sud, environ un million de personnes travaillent dans le secteur agricole, surtout comme travailleurs manuels ; les deux-tiers étant des femmes. Pendant l'apartheid, les travailleuses agricoles jouissaient de peu de protection mais, en 1998, la loi sur l'équité en matière d'emploi a été adoptée, interdisant la discrimination injuste fondée sur le sexe, la grossesse, l'état matrimonial et les responsabilités familiales dans le recrutement et les conditions de travail. Cependant, les femmes sont souvent employées comme travailleuses saisonnières ou temporaires, de sorte que la nouvelle législation les protège à peine. Le groupe de pression War on Want (Guerre à la pauvreté) révèle que les travailleuses agricoles subissent des traitements et des conditions de travail plus sévères, tout en gagnant 22 % de moins que leurs homologues masculins.

Brésil – Raquel Barros, de retour dans sa ville natale de Sorocaba, dans l'Etat de São Paulo, après avoir vécu en Italie, a fondé en l'an 2000 l'organisme de bienfaisance Lua Nova (Nouvelle Lune). Son objectif était d'aider les jeunes mères vivant dans la rue, qui n'arrivaient pas à prendre soin de leurs bébés. En 2006, elle a lancé un programme visant à enseigner aux femmes comment construire leurs propres maisons. Cinq femmes travaillent désormais à temps plein dans le domaine de la construction. Selon R. Barros : *« Nous observons que les préjugés cèdent lentement la place à la reconnaissance de leur travail, même dans un secteur typiquement masculin. Les gens recommandent leurs services car elles sont méticuleuses et mieux organisées que les hommes. »*

Une autre femme brésilienne, Dagmar Rivieri Garroux, connue sous le nom de Tia Dag (tante Dag), dirige la Casa do Zezinho, une école située dans l'une des favelas du sud de São Paulo. Elle l'a créée en 1994, après avoir travaillé avec des enfants qui fuyaient des groupes paramilitaires à São Paulo. C'est maintenant l'une des plus grandes écoles périscolaires de la ville, abritant 1 200 filles et garçons âgés de 6 à 21 ans. A l'ouverture de la première école, les parents ont refusé d'y inscrire leurs filles, mais Tia Dag les a peu à peu ralliés. Elle se félicite aujourd'hui d'avoir convaincu neuf parents sur dix de permettre à leurs filles de rester à l'école, même une fois devenues adolescentes. En offrant des activités sociales, culturelles et artistiques, aussi bien qu'une formation professionnelle, Tia Dag et les enseignantes ont comme objectif de dissuader ces jeunes de se joindre à des gangs criminels de São Paulo. Elle affirme : *« Au centre-ville de São Paulo, les femmes travaillent, ont des carrières, même si ces emplois sont mal payés. Mais dans les favelas, les femmes sont des servantes sous-payées. On ne s'attend pas à ce qu'elles soient rien de plus que des femmes au foyer sous-estimées. Je sais que si les parents laissent leurs filles étudier, ces dernières auront finalement les mêmes chances que les garçons. Bien que pas tout à fait cependant, car les*

préjugés sont tenaces au Brésil, mais les chances de ces filles de sortir du cycle de la violence, de la soumission et de l'appauvrissement seront nettement améliorées. »

Information : www.panos.org.uk

Sources : Panos Londres
Thématiques : femmes
Rubrique : Divers